

Le Sénégal compte 269 559 étudiants et 2403 enseignants-chercheurs en 2023



En 2023, le Sénégal a dans ses universités 269 559 étudiants, a révélé le ministre de l'Enseignement supérieur. Face aux députés hier, le ministre de l'Enseignement supérieur est revenu sur la cartographie universitaire et les effectifs d'étudiants et d'enseignants-chercheurs dans les universités. Il a révélé que la population estudiantine est de 269 559 étudiants répartis entre les établissements d'enseignement supérieurs publics et privés et 2403 enseignants-chercheurs. Il a également précisé que notre pays compte aujourd'hui 8 universités publiques, 5 ISEP et une école d'ingénieurs à savoir l'école Polytechnique de Thiès (EPT). Moussa Baldé précise qu'entre 2021 et 2022, le nombre d'étudiants pour 1000 habitants est passé d'un ratio de 1.420 à 1.521. S'agissant du taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur, il est passé de 14% en 2021 à 16% en 2022. Les étudiants sont majoritairement dans les établissements d'enseignement supérieur (EES) publics, où ils constituent une population de 186 514 soit 69% de l'effectif total.

<https://www.seneneews.com/actualites/le-senegal-compte-269-559-etudiants-et-2403-enseignants-chercheurs-en->

Fermeture de l'Ucad : Moussa Baldé écarte toute idée d'année blanche



Fermée depuis les événements de juin 2023, l'Université Cheikh Anta Diop (Ucad) n'a toujours pas ouvert ses portes. Face au spectre d'une année blanche qui plane de plus en plus sur cette université, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, qui remettrait ce week-end leurs parchemins aux diplômés en Licence et Master des promotions 3, 4, 5, 6 et 7, de l'Espace numérique ouvert (Eno) de Mbour -qui sont au total 804 étudiants-, a déclaré qu'une année blanche à l'Ucad n'est pas encore envisageable.

Selon Moussa Baldé, l'espoir est permis suite à la rencontre qu'il a eue avec le Syndicat autonome des enseignants du supérieur (Saes). «Nous avons le même objectif, c'est que l'université soit la plus performante possible et nous travaillons à cela. Le Conseil académique de l'université, qui s'est réuni récemment, avait décidé de poursuivre l'année à distance après les événements du 1er juin 2023. Ensuite, on verra comment reprendre la nouvelle année», a voulu rassurer le ministre Baldé.

Ministère de l'Éducation nationale : un budget en hausse de plus de 130 milliards FCFA



Le budget du ministère de l'Éducation nationale, arrêté à 909 milliards 323 millions 430 mille 797 francs CFA avec une hausse de 130 milliards 773 millions 980 mille 529 francs CFA, a été adopté mercredi par la majorité des députés, a constaté l'APS.

Cette hausse de plus de 130 milliards s'explique par la volonté des pouvoirs publics de vouloir prendre en compte l'impact financier liés aux accords conclus entre l'Etat et les syndicats d'enseignants, la mise à jour du personnel et l'impact des réclamations des décisionnaires, la mise en solde des corps émergents, entre autres mesures.

Le budget a été approuvé par les députés après près de cinq heures de débats lors de la plénière consacrée à son examen à l'Assemblée nationale. Quatre-vingt-quatorze députés ont voté pour et vingt-sept se sont abstenus.

Son montant était de 778 milliards 549 millions 450 mille 268 francs CFA lors du précédent exercice budgétaire. En atteignant 909 milliards 323 millions 430 mille 797 francs CFA pour l'exercice 2024, il enregistre une hausse de 16,8% en valeur relative.

Des députés préoccupés par la fermeture des universités publiques



Plusieurs députés ont invité mercredi le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation à faciliter la réouverture des universités publiques, en vue de la reprise des enseignements en présentiel.

Déplorant les violences qui ont précédé la fermeture des universités notamment celle de Dakar, le député Mohamed Ayib Daffé (YAW) a noté que l'État a procédé à une "réponse institutionnelle violente", en procédant à une "punition collective".

"Le gouvernement n'a pas de problèmes avec les étudiants de Dakar, mais avec les auteurs d'actes de vandalisme", lui a répondu son collègue de la majorité Cheikh Seck.

Le président du groupe parlementaire Benno Bokk Yaakar (BBY, majorité) Abdou Mbow insiste sur la question de la réouverture, ajoutant qu'il faudra au préalable assurer "les conditions de sécurité et de quiétude des étudiants".

Décrivant l'université Cheikh Anta Diop comme une "bombe à retardement", le député Woury Bailo Diallo (BBY, majorité) a insisté sur la nécessité de procéder à une "dépolitisation de l'espace universitaire".

Maroc : début de la construction d'un complexe de formation dans la santé et le secourisme



Une université soudanaise envisage de délocaliser son campus au Rwanda pour des raisons de sécurité



En août dernier, l'université des sciences et technologies médicales du Soudan a envoyé 200 de ses étudiants au Rwanda pour poursuivre leur formation, après qu'elle ait été contrainte de fermer ses portes en raison de la crise sécuritaire dans le pays.

L'université des sciences et technologies médicales (UMST) de Khartoum, au Soudan, envisage de se délocaliser au Rwanda. Selon le site d'information rwandais The New Times, des négociations sont en cours entre l'administration de l'université, le Conseil de l'enseignement supérieur du Rwanda (HEC) et d'autres parties prenantes.

« Le plan consiste à déplacer notre campus. Avec l'aide de représentants du gouvernement, nous négocions actuellement avec le HEC pour que notre campus soit déplacé », a confié la vice-présidente de l'UMST, Suzan Homeida au média rwandais.

Pour l'administration de l'UMST cette décision est motivée par des raisons sécuritaires. En effet, plusieurs universités ont été prises pour cible depuis le conflit débuté dans le pays en avril dernier. Selon les chiffres officiels, jusqu'en septembre, 104 établissements d'enseignement supérieur ont été endommagés.

<https://www.agenceecofin.com/formation/2311-113966-une-universite-soudanaise-envisage-de-delocaliser-son-campus-au-rwanda-pour-des-raisons-de-securite>

RDC : Africa Digital Academy s'engage à former 100 000 Agents Publics au numérique



Africa Digital Academy, filiale d'America Development Solutions Group dédiée à la création et à la gestion de programmes de formation dans le domaine des compétences numériques, en collaboration avec des institutions et organisations privées et publiques, annonce la signature d'un Memorandum of Understanding (MOU) avec l'Agence pour le Développement du Numérique (ADN), en marge de l'America Digital Expo, à Kinshasa (République démocratique du Congo).

Ce programme, d'une ampleur sans précédent, vise à former 100 000 agents de l'Administration publique de la République Démocratique du Congo (RDC) en 2024 et 2025.

Il se concentrera sur les fondamentaux de la cybersécurité, de l'intelligence artificielle, de la transformation digitale, et des solutions métiers avec pour objectif de soutenir et d'accélérer la transformation numérique de la RDC, en mettant l'accent sur l'acquisition de compétences clés et la mise en œuvre de solutions technologiques adaptées aux besoins spécifiques de la région.

<https://www.agenceecofin.com/formation/2211-113912-un-programme-de-formation-en-cy>

Afin d'améliorer son offre de santé et la prise en charge en cas de catastrophe, la région de Casablanca au Maroc a entamé un projet visant à former des secouristes, des ambulanciers et des spécialistes de la santé et de la sécurité au travail.

Le Conseil régional de Casablanca-Settat a annoncé, jeudi 16 novembre, le début des travaux de construction d'un complexe régional de formation et de développement des compétences en santé et premiers secours. L'infrastructure dont la construction est menée en partenariat avec le Croissant-Rouge marocain comprend : un centre de formation en santé et sécurité au travail, un centre de formation en secours et réponse aux catastrophes, et un institut de formation professionnelle paramédicale en technologies de la santé.

Selon le Conseil, le projet « permettra la formation de 1 000 jeunes par an dans les domaines paramédicaux et sanitaires, la formation de 1 000 cadres bénévoles par an issus des directions régionales du Croissant-Rouge marocain dans la région de Casablanca-Settat dans le domaine des ambulances, la formation de 500 salariés par an dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail, la formation de 300 bénévoles par an dans le domaine de la sensibilisation à la prévention des risques de catastrophes, ainsi que la formation de 200 bénévoles par an dans le domaine de la réponse aux catastrophes », a noté l'institution.

Dans les universités américaines, les Indiens gagnent du terrain sur les Chinois



Avec la pandémie et le climat de défiance à l'égard de Pékin, le nombre d'étudiants chinois aux Etats-Unis a chuté, tandis que celui des Indiens bondit. Sur le campus de Princeton, au New Jersey, des étudiants concentrés suivent un cours d'économie dans le Julius Romo Rabinowitz Building, un ancien laboratoire de recherche magnifiquement restauré. Parmi eux, une majorité d'Asiatiques.

Rien de surprenant : parmi les 1,06 million d'étudiants internationaux aux Etats-Unis à la rentrée universitaire 2022 (+12 % sur un an), la Chine et l'Inde ont encore représenté l'an dernier plus de la moitié (53 %) des effectifs, selon l'étude annuelle Open Doors de l'Institute of international education (IIE), rattaché au département d'Etat.

Mais la tendance, entre les deux pays, n'est plus du tout la même : en cinq ans, la part des étudiants chinois aux Etats-Unis est passée de 33 % à 27 %, quand celle des étudiants indiens est passée de 18 % à 25 %. Au cours de l'année 2019-2020, qui avait enregistré un pic d'étudiants chinois (373.000) aux Etats-Unis, les Indiens ne représentaient alors que la moitié de ces effectifs - ils sont aujourd'hui quasiment à parité, avec 290.000 Chinois et 269.000 Indiens.